



Université
de Lomé



CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES
ORGANISATIONS, LA COMMUNICATION
ET L'ÉDUCATION



Le Centre d'Études et de Recherches sur les Organisations,
la Communication et l'Éducation (CEROCE) et le Centre de
Recherche sur le Changement Climatique (CRCC) de
l'Université de Lomé

organisent un colloque scientifique
international pluridisciplinaire

Thème

DE LA COMMUNICATION EFFICACE AU PROFIT DE LA RESTAURATION DES PAYSAGES FORESTIERS ET DE LA JUSTICE CLIMATIQUE EN AFRIQUE

Les 25, 26 et 27 février 2026 à l'Université de Lomé (Togo)





1. Contexte et justification

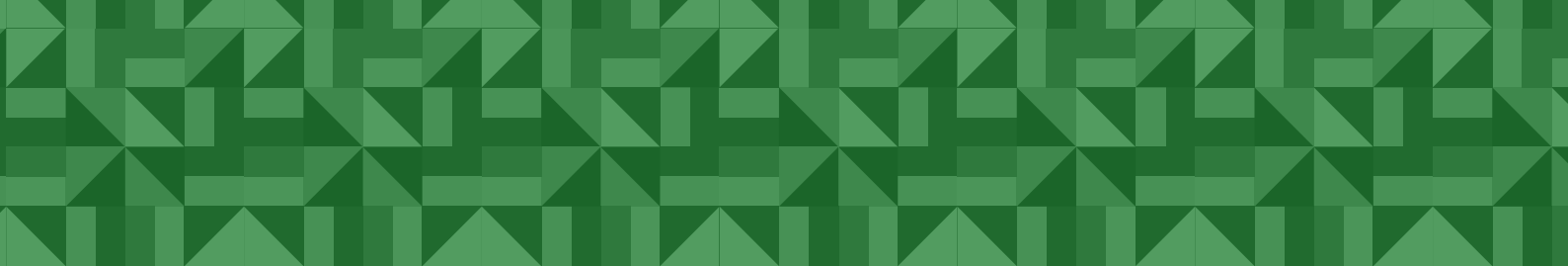
Parmi les contraintes que l'Homme impose au système terrestre, il en est une qui présente un intérêt particulier, car elle se situe au carrefour de nombreux enjeux socioéconomiques et politiques : il s'agit du changement climatique (P. Serkine, 2012). Les conséquences de ce phénomène ne sont plus à démontrer, et ce sont les pays en voie de développement, surtout en Afrique subsaharienne, qui en subissent les effets les plus néfastes. En effet, cette partie du monde connaît des périodes de sécheresse plus fréquentes et de plus en plus sévères. Les zones semi-arides font également les frais de cette augmentation générale des températures sur la planète, qui entraîne, entre autres, une diminution des ressources en eau, affectant ainsi l'agriculture, l'élevage et la vie des populations locales.

Les changements observés concernant les précipitations correspondent, dans certains lieux, à des vagues de pluies insupportables pour les infrastructures, les milieux de vie, les cultures, etc. Ces inondations augmentent les risques de maladies hydriques et favorisent la propagation de certaines maladies vectorielles comme le paludisme et la dengue. Ces événements extrêmes ont des conséquences directes sur les économies africaines, essentiellement basées sur le secteur primaire (agriculture, pêche et élevage) et tributaires de l'énergie hydroélectrique.

Sur le plan écologique, le changement climatique affecte les écosystèmes, notamment les forêts tropicales, sans oublier les migrations environnementales qu'il impose aux populations vulnérables, avec leur lot de conflits et de pressions sur les ressources naturelles et la biodiversité.

Pour combattre ce fléau planétaire, des solutions sont proposées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, 2022). Pour ces experts de l'ONU, les mesures d'atténuation doivent désormais être privilégiées, avec une limitation du réchauffement climatique, comme convenu dans l'Accord de Paris en 2015. La réduction des gaz à effet de serre (GES), telle que stipulée par la Convention des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), constitue également un objectif de première importance.

L'adoption de ces mesures passe par une transition écologique majeure, une politique énergétique fondée sur des technologies innovantes, ainsi qu'une agriculture et une foresterie durables. En parallèle à l'atténuation, une stratégie d'adaptation est préconisée, à travers le renforcement de la gestion durable des ressources en eau, la pratique d'une agriculture résiliente,



la construction d'infrastructures adaptées, l'amélioration des systèmes de santé, la gestion durable des écosystèmes, avec un fort accent sur la conservation de la biodiversité et la création de corridors écologiques.

Toutes ces solutions dépendent néanmoins d'un cadre de gouvernance adéquat, et les experts du GIEC recommandent également un appui international pour soutenir les pays en voie de développement dans leurs efforts d'adaptation.

C'est dans cette perspective que l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré la période 2021–2030 comme la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (PNUE, 2021). Dans cette lancée, l'Agence de Développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD) a mis en place l'AFR100, un effort panafricain mené par les pays pour restaurer 100 millions d'hectares de terres en Afrique d'ici 2030. Ces efforts contribuent à la réalisation du Défi de Bonn et des Objectifs de développement durable (ODD). Cette initiative bénéficie du soutien de partenaires techniques et financiers tels que l'Institut des ressources mondiales (WRI), le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), la Banque mondiale, etc.

Sur le continent africain, les initiatives pour lutter contre le changement climatique sont nombreuses. Parmi celles-ci, il convient de mentionner le projet Forests4Future, mené au Cameroun, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, en Éthiopie, au Bénin et au Togo, avec l'appui technique et financier de la GIZ. Ce projet propose des pistes de solutions innovantes en s'attaquant à bras-le-corps à la dégradation des écosystèmes forestiers et agroforestiers, qui sont d'une importance capitale pour le continent.

Étant donné que l'humain est le principal responsable du réchauffement climatique observé, il doit être au centre des stratégies de mise en œuvre de l'atténuation et de l'adaptation. La contribution des sciences humaines et sociales s'avère, de ce fait, déterminante, et la communication environnementale possède des acquis à faire valoir de ce point de vue (O. Kane, 2016 ; Leroux, 2017).

Dans une perspective disciplinaire voisine, G. Marshall (2017) attribue le manque d'actions propices à l'accélération du changement climatique à des biais psychologiques qui nous empêcheraient de modifier nos points de vue, nos comportements et nos modes de vie. Il est aujourd'hui établi que la gestion durable des écosystèmes, notamment forestiers, dans la plupart des pays africains, ne peut se concevoir sans la participation populaire et citoyenne. Or, il n'y a pas de participation sans dialogue, sans partage d'informations et d'expériences, sans échange de savoirs et de techniques (FAO, 1995).

L'information et la communication ont donc un rôle essentiel à jouer dans les efforts visant la transformation et le développement socioéconomique, culturel et politique des pays africains (S. T. Kwame Boafo, 2007 ; N. M. Gnane, 2021). Dans ce contexte, la communication environnementale devient un vecteur pragmatique et constitutif de notre compréhension de l'environnement et de nos rapports au monde naturel. C'est le médium symbolique que nous mobilisons dans la construction des problèmes environnementaux et dans la négociation sociétale des différentes solutions à leur apporter (J. R. Cox, 2013).



Une communication adéquate devient dès lors une condition sine qua non pour la réussite de la RPF, même si cette « communication » peut ne pas être évidente (N. Yao-Baglo, 2024), notamment parce qu'elle est enchâssée dans des considérations éthiques importantes (justice climatique) qu'il ne faut pas négliger.

Pour enrichir les réflexions et identifier des pistes de solutions aux problèmes susmentionnés, ce rendez-vous scientifique se propose de réfléchir autour du rôle de la communication et des initiatives communicationnelles en vue d'une restauration des paysages forestiers et de la justice climatique en Afrique. Il s'inscrit ainsi dans les actions en cours sur le continent, dans le cadre de l'AFR100, tout en les redynamisant et en offrant un cadre d'échange et de dialogue entre les différents acteurs impliqués dans la RPF et les questions environnementales.

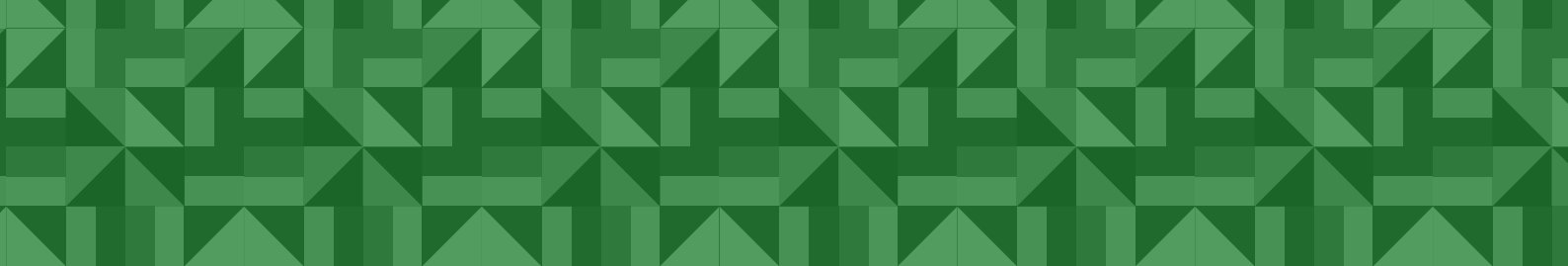
2. Objectif

Cette manifestation scientifique d'envergure internationale vise à susciter des réflexions et à actualiser les connaissances pouvant conduire à l'amélioration des pratiques en matière de communication dans les initiatives de RPF et de justice climatique, dans le monde en général et en Afrique en particulier.

3. Les axes de communication

Les communications qui meubleront ce colloque sont ouvertes aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et acteurs du développement issus de plusieurs disciplines : sciences de l'information et de la communication, sociologie, économie, droit, anthropologie, géographie, biologie, foresterie, etc. Elles sont également ouvertes aux professionnels de la communication et du journalisme, ainsi qu'à tout autre spécialiste engagé dans le domaine de l'environnement ou de la communication, susceptible d'apporter un regard scientifique sur les sujets en débat.

Les propositions peuvent être de nature théorique ou empirique, et s'appuyer sur des études de cas, des recherches quantitatives ou qualitatives, des analyses comparatives, des enquêtes menées auprès de spécialistes, d'acteurs institutionnels, de citoyens, etc. Chaque projet de communication devra s'inscrire dans l'un des cinq (5) axes thématiques ci-après.



Axe 1 : Approches communicationnelles et médiatiques face aux enjeux de la RPF

Les contributions dans cet axe pourront convoquer et discuter les questions suivantes :

- Quels stratégies et outils face aux enjeux environnementaux et climatiques ?
- Comment les discours, représentations et pratiques médiatiques contribuent à la construction de l'opinion publique sur l'environnement ?
- Quelles stratégies de communication publique, territoriale et institutionnelle pour la RPF et la justice climatique ?
- Quelle communication et quel narratif pour une meilleure prise de conscience des citoyens et pour la transformation des comportements face aux enjeux de la RPF ?
- Quels implications et apports des médias sur les questions environnementales et la RPF en Afrique ?
- Quels sont les défis et enjeux communicationnels face aux questions environnementales et la RPF en Afrique ?

Axe 2 : La communication digitale et la RPF

Dans cet axe les contributions pourront être orientées sur les questions suivantes :

- Quels rôles les technologies numériques peuvent-elles jouer dans l'identification, l'analyse prédictive et l'agrégation de données environnementales pour la RPF en Afrique ?
- Comment analyser les données environnementales alimentées par l'IA pour mieux gérer les ressources, prédire les pénuries et fournir les indications sur les adaptations nécessaires à y faire pour la RPF ?
- Quelles stratégies de communication digitale pour une meilleure protection des écosystèmes et la justice climatique en Afrique ?
- Quels enjeux et risques des usages du numériques sur l'environnement ?



Axe 3 : Approches institutionnelles et stratégiques autour de l'environnement, de la justice climatique et du développement durable

Sans prétendre à l'exhaustivité, voici certaines pistes d'intérêt pour cet axe de communication :

- Quelles interactions entre équité sociale, résilience des communautés et protection de l'environnement, y compris les questions de genre, d'inégalités et de droits ?
- Quels cadres réglementaires et institutionnels pour une meilleure prise en compte de la RPF et la justice climatiques en Afrique ?
- Quelles stratégies pour mobiliser les partenaires et les ressources autour de la problématique de l'environnement et de la justice climatique ?
- Quels types de partenariat intra-africain et entre l'Afrique et le reste du monde pour faire face à la dégradation des ressources naturelles et à la lutte contre le changement climatique ?
- Quelles orientations des politiques et initiatives environnementales au regard des nouveaux enjeux économiques, politiques, sécuritaires et sanitaires ?

Axes 4 : Gouvernance, participation citoyenne, savoirs locaux, innovations, transition écologique et politiques environnementales

Ce quatrième axe s'intéresse aux dynamiques de gouvernance et d'innovation dans la transition écologique ainsi qu'à la contribution des savoirs endogènes. Les communications pourront aborder les questions suivantes :

- Quels rôles des acteurs institutionnels, communautaires et privés dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et initiatives environnementales ?
- Comment intégrer les connaissances traditionnelles et innovations technologiques ou organisationnelles pour la gestion durable des ressources naturelles ?
- Quels mécanismes de financement et partenariats multi-acteurs pour soutenir la transition écologique et renforcer la résilience des territoires face aux changements climatiques ?

- Quels cadres réglementaires et instruments de suivi-évaluation favorisent la transparence, l'équité et l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques environnementales ?

Axe 5 : État et perspective de la recherche africaine sur la communication environnementale

Ce dernier axe propose une réflexion sur les avancées et les défis de la recherche en communication environnementale en Afrique. Les contributions pourront porter sur les problématiques suivantes :

- Émergence et développement de la communication environnementale dans l'enseignement et la recherche en Afrique ;
- Mécanismes et stratégies de communication des acteurs en faveur du RPF et/ou de la lutte pour la justice climatique ;
- Innovations et perspectives (nouveaux champs à explorer, contextualisation ...) pour la communication environnementale en Afrique face aux réalités locales.

4. Modalités de soumission des communications

Chaque proposition de communication doit être présentée sous forme d'un résumé rédigé en français, ne dépassant pas 5 000 caractères espaces compris (police Times New Roman, taille 12, format .doc). Le résumé doit impérativement préciser l'axe thématique dans lequel il s'inscrit.

Le document à soumettre devra inclure les éléments suivants :

- Titre de la communication
- Nom, prénom, fonction, organisation ou université d'affiliation de l'auteur principal (celui qui présentera la communication), avec adresse courriel
- Nom, prénom, fonction, organisation ou université d'affiliation et adresse courriel de chaque coauteur
- Résumé précisant :

- L'objectif de la recherche
- Le cadre théorique
- La méthodologie
- Les principaux résultats

- Cinq mots clés
- Une bibliographie indicative

Le document des résumés sera mis à disposition avant le début du colloque. Les auteurs dont les communications auront été acceptées et présentées pourront soumettre un texte complet en vue de publication. Ce texte devra comporter entre 30 000 et 35 000 caractères espaces compris, références incluses. Il devra être accompagné :

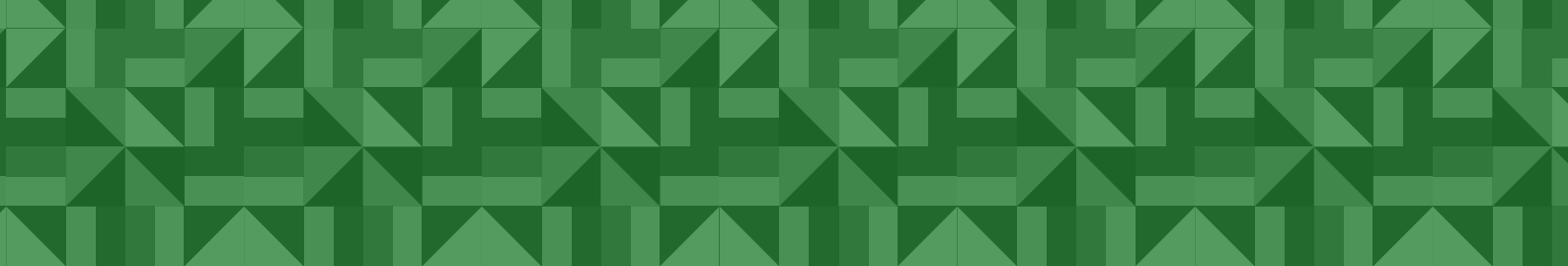
- D'un résumé strictement limité à 400 caractères espaces compris
- De cinq mots clés en français

Seuls les textes sélectionnés selon le principe de double évaluation à l'aveugle, et ayant intégré les modifications éventuellement demandées, seront publiés dans les actes du colloque, sous forme d'ouvrage collectif.

- Adresses de soumission : ceroce.ul@gmail.com / gnanenapo@gmail.com

5. Les frais d'inscription et de participation

Enseignants-chercheurs/ chercheurs	40 000 F CFA
Doctorants	20 000 F CFA
Entreprises, sociétés, organismes, ONG, Collectivités locales, Ministères, etc	30 000 F CFA



6. Le public cible

Le colloque s'adresse prioritairement aux :

Le colloque se tiendra en présentiel. À titre exceptionnel, certains contributeurs pourront être autorisés à présenter leur communication en ligne.

L'accès physique au lieu du colloque sera libre et gratuit pour les participants non communicants.

- Étudiants
- Doctorants
- Enseignants-chercheurs / Chercheurs
- Journalistes et professionnels des médias et de la communication
- Institutions publiques impliquées dans les questions environnementales
- Associations, OSC et ONG locales et internationales engagées dans la RPF et la justice climatique
- Acteurs du secteur privé, institutions financières et partenaires techniques et financiers
- Toute personne ou structure intéressée par les enjeux environnementaux en Afrique

7. Dates à retenir

Événements	Dates
Lancement de l'appel à communications	1 ^{er} septembre 2025
Date limite de réception des résumés	30 novembre 2025
Notification des acceptations	10 décembre 2025
Tenue du colloque	25, 26 et 27 février 2026
Date limite de réception des textes complets	20 mars 2026
Date de retour des textes instruits	20 mai 2026
Date de retour des textes corrigés	20 juin 2026
Publication des actes du colloque	30 novembre 2026

8. Comité scientifique

Le colloque s'adresse prioritairement aux :

Présidente

- Professeure Kouméalo ANATE, Université de Lomé (Togo)

Vice-présidents

- Professeur Kouami KOKOU, Université de Lomé (Togo)
- Professeur Oumar KANE, Université du Québec à Montréal (Canada)

Membres

- Professeur Essoham ASSIMA-KPATCHA, Université de Lomé (Togo)
- Professeur Julien ATCHOUA N'Guessan, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
- Professeur Atiyihwè AWESSO, Université de Lomé (Togo)
- Professeure Laurence FAVIER, Université de Lille (France)
- Professeur Kuwèdaten NAPALA, Université de Kara (Togo)
- Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé (Togo)
- Professeur Jean-Claude OULAÏ, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)
- Professeur Essodina Kokou PERE-KEWEZIMA, Université de Lomé (Togo)
- Professeur Jules Évaristes TAO, CERCOT – Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
- Professeur Koffi Nutefé TSIGBE, Université de Lomé (Togo)
- Dr Kossi ADJONOU (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)
- Dr Anoumou AMEKUDJI (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)
- Dr Régis Dimitri BALIMA (Maître de conférences), Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso)
- Dr Mor FAYE (Maître de conférences), Université Gaston Berger (Sénégal)
- Dr Napo Mouncaïla GNANE (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)
- Dr Palakyem Stephen MOUZOU (Maître de conférences), Université de Kara (Togo)
- Dr Marième Pollèle N'DIAYE (Maître de conférences), Université Gaston Berger (Sénégal)
- Dr Eralakaza OURO BITASSE (Maître de conférences), Université de Kara (Togo)
- Dr Laré Batouth PENN (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)
- Dr Kondi Napo SONHAYE (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)
- Dr Namoin YAO-BAGLO (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)

9. Comité d'organisation

Coordination

- Président : Dr Napo Mouncaïla GNANE (Maître de conférences), Université de Lomé
- Vice-présidents :
 - Dr Komla Mensah GATONNOU, Université de Lomé
 - Dr Kondi Napo SONHAYE (Maître de conférences), Université de Lomé

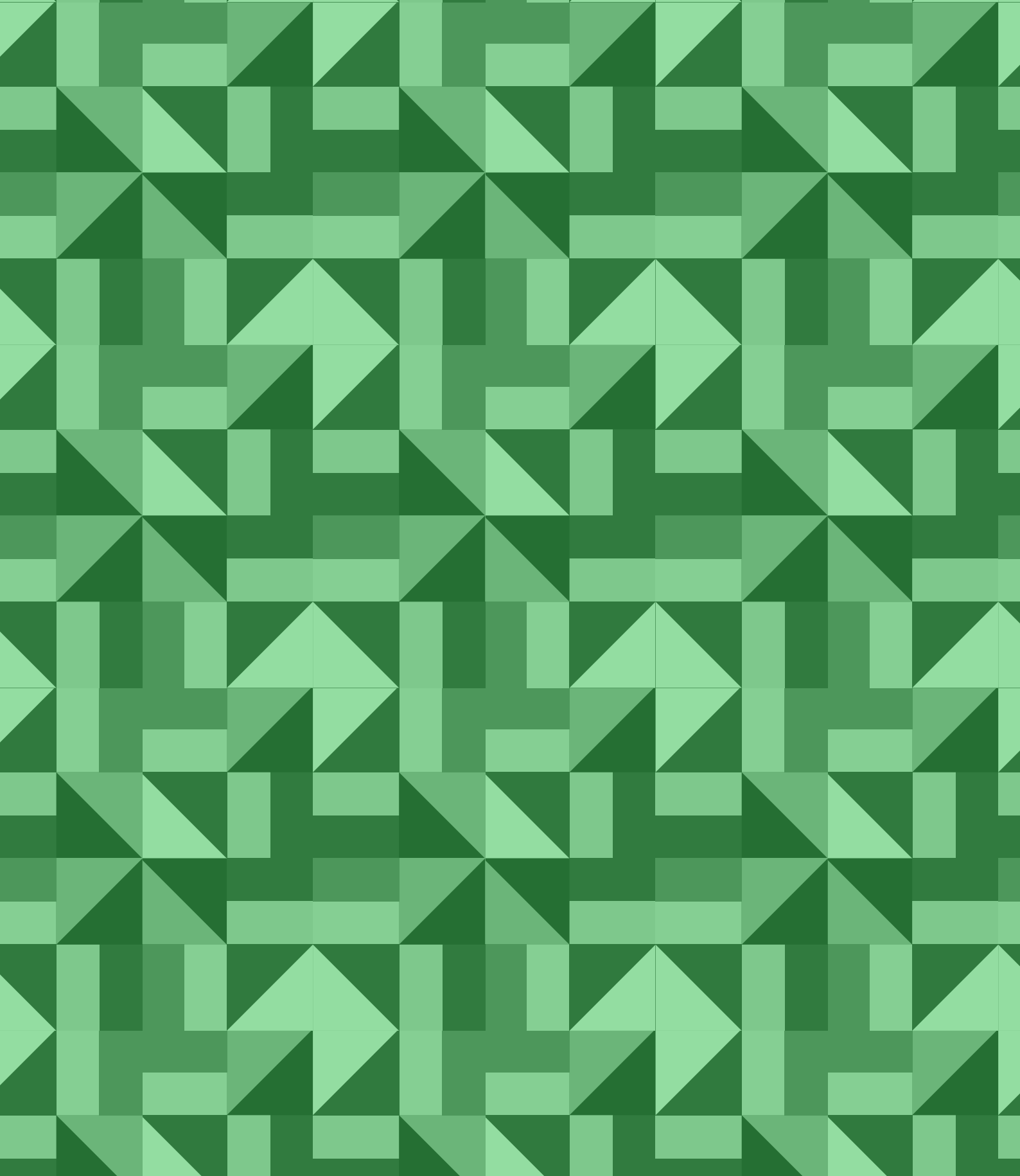
Coordination

Membres

- Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé (Togo)
- Dr Kossi ADJONOU (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)
- Dr Anoumou AMEKUDJI (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)
- Dr Régis Dimitri BALIMA (Maître de conférences), Université Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso)
- Dr Messoun Alain ESSOI, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)
- Dr Palakyem Stephen MOUZOU (Maître de conférences), Université de Kara (Togo)
- Dr Gbandi NAPO-KOURA, Université de Lomé (Togo)
- Dr Marième Pollèle N'DIAYE (Maître de conférences), Université Gaston Berger (Sénégal)
- Dr Eralakaza OURO BITASSE (Maître de conférences), Université de Kara (Togo)
- Dr Magnim PAGBO PALI (Maître-assistant), Université de Lomé (Togo)
- Dr Namoin YAO-BAGLO (Maître de conférences), Université de Lomé (Togo)

Bibliographie

- Cox, J. R. (2013). *Environmental Communication and the Public Sphere*. Sage Publications, p. 12.
- FAO (1995). *Approche participative, communication et gestion des ressources forestières en Afrique sahélienne : bilan et perspectives*. Rome. Document FAO
- FAO (2020). *Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 – Principaux résultats*. Rome. Lien FAO
- FAO (2022). *La situation des forêts du monde 2022 : Des solutions forestières pour une relance verte et des économies inclusives, résilientes et durables*. Rome. Lien FAO
- Marshall, G. (2017). *Le syndrome de l'autruche : Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique*. Actes Sud, 405 p.
- Gnane, N. M. (2021). « Approche communicationnelle pour une restauration du paysage forestier dans la préfecture des Lacs au Togo », *Akofena*, n°004, vol. 3, pp. 201–220.
- Kane, O. (2016). *La communication environnementale : Enjeux, acteurs et stratégies*. Paris, L'Harmattan.
- Karim, D. (2024). « Communication et gouvernance de la forêt en Côte d'Ivoire par le mécanisme REDD+ », Thèse en communication, Université du Québec à Montréal.
- Kwame Boafo, S. T. (2017). « La communication participative pour le développement : un point de vue africain », in Basset, G. (2007). *Eau, terre et vie : Communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*. IDRC.
- Leroux, S. (2021). « George Marshall, Le syndrome de l'autruche », *Développement durable et territoires*, vol. 12, n°1. Article en ligne
- PNUE (2021). *Becoming #GenerationRestoration: Ecosystem Restoration for People, Nature and Climate*. Nairobi. Document PNUE
- Serkine, P. (2012). *Éviter la maladaptation au changement climatique : un moyen de faire de l'adaptation ?* Mémoire de Master 2, Université Paris-Dauphine, 164 p.
- Yao-Baglo, N. (2024). « Communication environnementale et/ou institutionnelle ? Analyse du dispositif communicationnel autour du WACA au Togo », Actes du colloque international pluridisciplinaire AWACLIM.



Contacts

E : ceroce.ul@gmail.com / gnanenapo@gmail.com

T : +228 90 90 88 84 / 90 31 81 10 / 91 46 14 01

S : www.ceroce-ul.org